

ATTESTATION D'ASSURANCE

L'entreprise d'assurance **Allianz IARD**, entreprise régie par le code des assurances, société anonyme au capital de 991.967.200 euros, immatriculée au RCS de Nanterre sous le n°542 110 291, et dont le siège social est situé, 1, cours Michelet – CS 30051 – 92076 Paris La Défense cedex, atteste que :

MENUI PRO
26 B ROUTE DE L'ETRAT
42270 ST PRIEST EN JAREZ
SIREN 350744900

est titulaire d'un contrat d'assurance : **Allianz Solution BTP** n°57421758 souscrit depuis le 1^{er} Janvier 2017.
La présente attestation, établie le 9 Février 2021, est valable pour la période du 1^{er} Janvier 2021 au 31 Décembre 2021.

ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE

Les garanties objet de la présente attestation s'appliquent :

➤ aux activités professionnelles ou missions suivantes :

1210 Menuiseries intérieures et extérieures métalliques et/ou en matériaux de synthèse à l'exclusion des façades-rideaux, de la réalisation des fondations et structure maçonnée des vérandas, des gradins, des tribunes et des scènes.

Réalisation de menuiseries extérieures métalliques et en matériaux de synthèse, y compris leur revêtement de protection.

Réalisation de menuiseries intérieures dans les mêmes matériaux, y compris leur revêtement de protection.

Cela concerne : les portes (y compris les portes coupe-feu et pare-flamme), les murs, les plafonds, les faux plafonds, les cloisons, les planchers y compris surélevés, les revêtements, les escaliers et gardes corps, les installations de stands, les agencements et mobiliers.

Cette activité comprend les travaux de :

- mise en œuvre des éléments de remplissage y compris les produits en résine ou en plastique ou en polycarbonate,
- réalisation complète de verrières de surface inférieure à 20 m²,
- terrasse et platelage extérieurs métallique ou en matériaux de synthèse **à l'exclusion de la réalisation du support de maçonnerie, de système d'étanchéité de toiture-terrasse et d'élément de charpente,**
- calfeutrement sur chantier des joints de menuiserie,
- mise en œuvre des protections solaires et fermetures intégrées ou non,
- d'habillage et de liaison intérieures et extérieures,
- la réalisation des profilés métalliques ou en matériaux de synthèse et des éléments de remplissage des vérandas **à l'exclusion de la réalisation des fondations et structures maçonnées.**

Ainsi que les travaux accessoires ou complémentaires de :

- vitrerie et miroiterie **à l'exclusion des vitrages extérieurs collés ou attachés,**
- alimentation, commandes et branchements électriques éventuels,
- mise en œuvre des matériaux ou produits contribuant à l'isolation thermique, acoustique, feu et de sécurité.

Pose de menuiserie en tous matériaux.

Contrat n°57421758

1610 Serrurerie, ferronnerie et métallerie **à l'exclusion de la réalisation complète de verrières et vérandas.**
Réalisation de serrurerie, ferronnerie et métallerie à partir de câbles, de profilés de tôle en tous métaux ou en matériaux de synthèse.

Cette activité comprend :

- les travaux de planchers, escaliers et garde-corps,
- les portails et portillons,
- le mobilier urbain.

Cette activité comprend les travaux accessoires ou complémentaires de :

- protection contre les risques de corrosion,
- installation et raccordement des alimentations électriques et automatismes nécessaires au fonctionnement des équipements,
- mise en œuvre des éléments de remplissage, y compris les produits en résine ou en plastique et les polycarbonates,
- mise en œuvre des matériaux ou produits contribuant à l'isolation thermique, acoustique, feu et de sécurité,
- scellements nécessaires à la pose.

1710 Protections solaires et fermetures.

Réalisation, **hors production d'électricité**, de protections solaires et de fermetures.

Cette activité comprend l'installation des mécanismes et boîtiers de commande ainsi que leurs raccordements électriques.

3030 Fabrication et/ou vente de matériaux de construction relevant des activités souscrites, **à l'exclusion des éléments pouvant engager la responsabilité solidaire au titre de l'article 1792-4 du Code Civil**

Le terme réalisation comprend pour toutes les activités exercées la conception, la mise en œuvre y compris la préparation des supports, la transformation, le confortement, la réparation, la maintenance, l'entretien et le montage-lestage.

Par la notion de travaux accessoires et/ou complémentaires, il faut entendre la réalisation de travaux nécessaires et indispensables à l'exécution des travaux relevant de l'activité principale définie.

- aux travaux ayant fait l'objet d'une ouverture de chantier pendant la période de validité mentionnée ci-dessus. L'ouverture de chantier est définie à l'annexe I de l'article A. 243-1 du code des assurances.
- aux travaux réalisés en France métropolitaine ou dans les départements et régions d'Outre-mer.
- aux chantiers dont le coût total de construction HT tous corps d'état, y compris honoraires d'étude et de contrôle, déclaré par le maître de l'ouvrage n'est pas supérieur à la somme de 15.000.000 euros.

Cette somme est portée à 30.000.000 euros HT en présence d'un contrat collectif de responsabilité décennale bénéficiant à l'assuré, comportant à son égard une franchise absolue au maximum de :

- 10.000.000 euros pour les activités concernant la structure et le gros œuvre
- 6.000.000 euros pour les activités ne concernant pas la structure et le gros œuvre

- aux travaux, produits et procédés de construction suivants :
 - **Travaux de technique courante**, c'est-à-dire travaux réalisés avec des procédés ou des produits de construction :
 - soit traditionnels ou normalisés et conformes aux règles en vigueur, c'est-à-dire aux normes françaises homologuées (NF DTU ou NF EN), aux règles professionnelles acceptées par la

Page 2 sur 8

Commission Prévention Produits mis en œuvre (C2P¹) ou à des recommandations professionnelles du programme Règles de l'Art Grenelle Environnement 2012 (RAGE 2012²) non mises en observation par la C2P³, ou aux normes publiées par les organismes de normalisation des autres États membres de l'Union Européenne ou des États parties à l'Accord sur l'espace Économique Européen offrant un degré de sécurité et de pérennité équivalent à celui des normes françaises,

- soit non traditionnels, sous condition qu'ils aient fait l'objet, au jour de la passation du marché :
 - d'un Agrément Technique Européen (ATE) en cours de validité ou d'une Évaluation Technique Européenne (ETE) bénéficiant d'un Document Technique d'Application (DTA), ou d'un Avis Technique (ATec), valides et non mis en observation par la C2P³,
 - d'une Appréciation Technique d'Expérimentation (ATEX) avec avis favorable, ne valant que pour le chantier mentionné,
 - d'un Pass'innovation « vert » en cours de validité.

(Ces documents sont publiés par le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment, l'Agence Qualité Construction (AQC) ou tout autre organisme habilité par la Commission Ministérielle créée par l'Arrêté du 2 décembre 1969)

- **Travaux relatifs à des ouvrages ne présentant pas de caractère exceptionnel**, à savoir comportant une ou plusieurs des particularités suivantes :
 - Grande portée
 - Pour le bois : porte-à-faux supérieur à 15 m (20 m pour le bois lamellé collé)
Portée entre nu des appuis supérieure à 50m pour les poutres et 80m pour les arcs.
 - Pour le béton: Porte-à-faux supérieur à 20 m
Portée entre nu des appuis supérieure à 50m pour les poutres et 100m pour les arcs.
 - Pour l'acier : Porte-à-faux supérieur à 25 m
Portée entre nu des appuis supérieure à 50m pour les poutres et 100m pour les arcs.
 - Grande hauteur
 - Hall sans plancher intermédiaire : hauteur totale de l'ouvrage (au-dessus du point le plus bas du sol entourant l'ouvrage) supérieure à 35 m.
 - Bâtiment à étages, réfrigérants, réservoirs : hauteur totale de l'ouvrage (au-dessus du point le plus bas du sol entourant l'ouvrage) supérieure à 60 m.
 - Cheminées des bâtiments : hauteur totale de l'ouvrage (au-dessus du point le plus bas du sol entourant l'ouvrage) supérieure à 100 m.
 - Tours hertziennes : hauteur totale de l'ouvrage (au-dessus du point le plus bas du sol entourant l'ouvrage) supérieure à 100 m.
 - Grande capacité :
 - Cuves - réservoirs - Châteaux d'eau - piscines - dont la capacité excède 2.000 m3.
 - Batterie de silos comportant des cellules d'une capacité unitaire supérieure à 2.000 m3 et silos comportant une cellule unique d'une capacité supérieure à 5.000 m3.
 - Grande profondeur:
 - Parties enterrées lorsque la hauteur de celles-ci (au-dessous du point le plus haut du sol entourant l'ouvrage) est supérieure à 15m.
 - Pieux (ou puits de fondations) de plus de 30m. après recépage.

¹ Les règles professionnelles acceptées par la C2P (Commission Prévention Produits mis en œuvre de l'Agence Qualité Construction) sont listées à l'annexe 2 de la publication semestrielle de la C2P et sont consultables sur le site de l'Agence Qualité Construction (www.qualiteconstruction.com).

² Les recommandations professionnelles RAGE 2012 (« Règles de l'Art Grenelle Environnement 2012) sont consultables sur le site internet du programme RAGE (www.reglesdelart-grenelle-environnement-2012.fr)

³ Les communiqués de la C2P sont accessibles sur le site de l'AQC (www.qualiteconstruction.com)

- Grande longueur:
 - Tunnels et galeries forées dans le sol d'une section brute de percement jusqu'à 80 m² et d'une longueur totale supérieure à 1000 m
 - Ouvrages de franchissement routier ou ferroviaire d'une longueur totale de culée à culée supérieure à 100m, chaque travée n'excédant pas 50 m
- **Travaux relatifs à des ouvrages ne présentant pas de caractère tout à fait inusuel**, à savoir caractérisés par des exigences :
 - d'invariabilité absolue des fondations (ex. : fondations de cyclotron, de synchrotron, ...) ;
 - d'étanchéité absolue (ex. : cuves de "pile-piscine") ;
 - de résistance à des vibrations ou effets calorifiques intenses (ex. : bancs d'essais de réacteurs) ;
 - de planéité avec des tolérances exceptionnellement strictes des dalles destinées à servir d'aires de stockage (exemple : dalle de fond d'un silo masse).

Dans le cas où les travaux réalisés ne répondent pas aux caractéristiques énoncées ci-dessus, l'assuré en informe l'assureur.

Nature de la garantie :

Le contrat garantit la responsabilité décennale de l'assuré instaurée par les articles 1792 et suivants du code civil, dans le cadre et les limites prévus par les dispositions des articles L.241-1 et L.241-2 du code des assurances relatives à l'obligation d'assurance décennale et pour des travaux de construction d'ouvrages qui y sont soumis, au regard de l'article L. 243-1-1 du même code.

La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou de démontage éventuellement nécessaire.

Elle est gérée en capitalisation.

Montant de la garantie

En habitation : le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage.

Hors habitation : le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de construction déclaré par le maître d'ouvrage et sans pouvoir être supérieur au montant prévu au I de l'article R.243-3 du code des assurances.

Lorsqu'un contrat collectif de responsabilité décennale est souscrit au bénéfice de l'assuré, le montant de la garantie est égal au montant de la franchise absolue stipulée par ledit contrat collectif.

Durée et maintien de la garantie :

La garantie s'applique pour la durée de la responsabilité décennale pesant sur l'assuré en vertu des articles 1792 et suivants du code civil. Elle est maintenue dans tous les cas pour la même durée.

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

AUTRES GARANTIES EN CAS DE DOMMAGES CAUSES A L'OUVRAGE

I) Périmètre et conditions d'application

- Les dispositions précédemment décrites concernant les activités, la localisation des travaux ainsi que les travaux, produits et procédés de construction, sont applicables pour l'ensemble des ouvrages couverts au titre de la présente attestation.

Contrat n°57421758

- Pour les ouvrages soumis à obligation d'assurance, les garanties s'appliquent :
 - aux chantiers relatifs à des ouvrages soumis à obligation d'assurance dont le coût total de construction HT tous corps d'état, y compris honoraires d'étude et de contrôle, déclaré par le maître de l'ouvrage n'est pas supérieur à la somme de 15.000.000 euros.

Cette somme est portée à 30.000.000 euros hors taxes en présence d'un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD) bénéficiant à l'assuré ou prévoyant une renonciation à recours à l'encontre de l'assuré sous-traitant et de son assureur, et comportant à l'égard de l'assuré une franchise absolue au maximum de :

- 10 millions d'euros pour les activités concernant la structure et le gros œuvre
- 6 millions d'euros pour les activités ne concernant pas la structure et le gros œuvre

- Pour les ouvrages non soumis à obligation d'assurance, les garanties s'appliquent :
 - aux chantiers relatifs à des ouvrages non soumis à l'obligation d'assurance dont le coût total de construction tous corps d'état, y compris honoraires d'étude et de contrôle, déclaré par le maître de l'ouvrage n'excède pas 750.000 euros TTC et dont le montant du marché de l'assuré n'excède pas 150.000 euros TTC.

II) Garanties souscrites

- **Dommages matériels à l'ouvrage et aux biens sur chantier avant réception**

- **Garantie de responsabilité du sous-traitant en cas de dommages de nature décennale** : elle s'applique aux travaux ayant fait l'objet d'une ouverture de chantier pendant la période de validité mentionnée ci-dessus. L'ouverture de chantier est définie à l'annexe I de l'article A. 243-1 du code des assurances.

Nature de la garantie :

Cette garantie couvre le paiement des travaux de réparation des dommages tels que définis aux articles 1792 et 1792-2 du code civil et apparus après réception, lorsque la responsabilité de l'assuré est engagée du fait des travaux de construction d'ouvrages soumis à obligation d'assurance, qu'il a réalisés en qualité de sous-traitant.

Elle est gérée en capitalisation.

Montant de la garantie

10.000.000 euros par sinistre.

Durée et maintien de la garantie :

Cette garantie est accordée, conformément à l'article 1792-4-2 du code civil, pour une durée de dix ans à compter de la réception.

- **Garantie responsabilité civile décennale facultative** : elle s'applique aux travaux accomplis par vous en tant que traitant direct ou en tant que sous-traitant et relatifs à des ouvrages non soumis à obligation d'assurance.

Cette garantie est déclenchée par une réclamation conformément à l'article L.124-5 4^{ème} alinéas du code des assurances. Le délai subséquent est de 10 ans.

- **Garanties complémentaires à la Responsabilité Décennale**

Ces garanties sont déclenchées par une réclamation conformément à l'article L124-5 4^{ème} alinéa du code des assurances.

GARANTIES DES DOMMAGES CAUSES AUX TIERS

Ces garanties s'appliquent aux activités professionnelles ou missions précédemment décrites.

➤ **Responsabilité civile de l'entreprise**

Cette garantie est déclenchée par une réclamation conformément à l'article L124-5 4^{ème} alinéa du code des assurances. Le délai subséquent est de 10 ans.

Cette garantie s'applique aux dommages survenus en France métropolitaine et dans les départements et régions d'Outre-mer, dans les pays de l'Union européenne, dans les Principautés de Monaco et d'Andorre, dans les collectivités et pays d'Outre-mer, en Suisse, Islande, Norvège, au Liechtenstein, Vatican et à San Marin. Cette garantie est étendue au monde entier, **sauf USA et Canada**, pour les dommages survenus du fait de l'exercice de votre activité professionnelle, **pour autant que la durée maximum de vos activités n'excède pas 6 mois par an dont 3 mois consécutifs**.

➤ **Défense pénale et recours suite à accident.**

Cette garantie s'applique aux dommages survenus en France métropolitaine et dans les départements et régions d'Outre-mer, dans les pays de l'Union européenne, dans les Principautés de Monaco et d'Andorre, dans les collectivités et pays d'Outre-mer, en Suisse, Islande, Norvège, au Liechtenstein, Vatican et à San Marin.

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

La présente attestation se compose de 8 pages.

Établie à Lyon, le 9 Février 2021,

Pour Allianz

Signature



TABLEAU RECAPITULATIF DES GARANTIES

Les montants de garantie sont fixés par année d'assurance. Ils constituent l'engagement maximum de l'assureur quel que soit le nombre de sinistres ou de victimes, sans report d'une année d'assurance sur l'autre. Ils se réduisent et s'épuisent par tous règlements amiables ou judiciaires d'indemnités

Nature des garanties et montants maximaux	Montants Maximaux
<p>Garantie A - Dommages matériels à l'ouvrage et aux biens sur chantiers</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Pour les ouvrages soumis à obligation d'assurance sous réserve que le coût total prévisionnel honoraires compris de la construction n'excède pas 15.000.000 € HT⁽¹⁾ : Dommages matériels à l'ouvrage (provisoire ou non) y compris frais accessoires : ➤ Pour les ouvrages non soumis à obligation d'assurance sous réserve que le montant de votre marché ne dépasse pas 150.000 € TTC ⁽²⁾ et que le coût total prévisionnel de la construction honoraire compris n'excède pas 750.000 € TTC : Dommages matériels à l'ouvrage (provisoire ou non) y compris frais accessoires : ➤ Quel que soit le type de travaux Dommages aux biens sur chantiers tels que définis au contrat, y compris frais accessoires : 	<p>700.000 € par année d'assurance</p> <p>150.000 € par année d'assurance</p> <p>100.000 € par année d'assurance</p>
<p>Garantie B - Responsabilité civile de l'entreprise</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Dommages survenus AVANT livraison et / ou réception <ul style="list-style-type: none"> • Dommages ne résultant pas d'une atteinte à l'environnement (hors dommages corporels à vos préposés visés ci-dessous) <ul style="list-style-type: none"> - Tous dommages confondus <p>Sans pouvoir dépasser pour les :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dommages matériels et immatériels consécutifs sans pouvoir dépasser pour ceux résultant de vol commis par les préposés • Dommages immatériels non consécutifs • Dommages résultant d'une atteinte accidentelle à l'environnement (hors dommages corporels à vos préposés) <ul style="list-style-type: none"> - Tous dommages confondus <p>Sans pouvoir dépasser pour les :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Frais d'urgence • Frais de dépollution des eaux et du sol • Dommages corporels à vos préposés (paragraphe 3.2 des D.G) ➤ Dommages survenus APRES livraison et / ou réception <ul style="list-style-type: none"> • Tous dommages confondus <p>Sans pouvoir dépasser pour les</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dommages matériels et immatériels consécutifs - Dommages immatériels non consécutifs 	<p>10.000.000 € par année d'assurance</p> <p>2.500.000 € par année d'assurance</p> <p>30.000 € par année d'assurance</p> <p>300.000 € par année d'assurance</p> <p>300.000 € par année d'assurance</p> <p>75.000 € par année d'assurance</p> <p>75.000 € par année d'assurance</p> <p>1.000.000 € par année d'assurance</p> <p>4.000.000 € par année d'assurance</p> <p>2.500.000 € par année d'assurance</p> <p>300.000 € par année d'assurance</p>
<p>Garantie C – Défense pénale et recours suite à accident</p> <p>Quel que soit le nombre de victimes</p>	<p>50.000 € H.T. par année d'assurance</p>

Nature des garanties et montants maximaux	Montants Maximaux
<p>Garantie D - Responsabilité décennale</p> <p>➤ Pour les ouvrages soumis à obligation d'assurance sous réserve que le coût total prévisionnel honoraires compris de la construction n'excède pas 15.000.000 € HT⁽¹⁾ :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Lorsque vous intervenez en qualité de constructeur <ul style="list-style-type: none"> - Ouvrage à usage d'habitation : à hauteur du coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage. Les travaux de réparation comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires. - Ouvrage à usage autre que l'habitation : à hauteur du coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de construction déclaré par le maître d'ouvrage (hormis l'hypothèse où ce coût est supérieur au montant prévu au paragraphe de l'article R243-3-I du Code des assurances) • En cas de Contrat Collectif de Responsabilité Décennale bénéficiant à l'assuré : <ul style="list-style-type: none"> - Si le marché de l'assuré concerne la structure et le gros-œuvre - Si le marché de l'assuré ne concerne pas la structure et le gros-œuvre <p>Lorsque vous intervenez en tant que sous-traitant</p> <p>➤ Pour les ouvrages non soumis à obligation d'assurance sous réserve que le montant de votre marché ne dépasse pas 150.000 € TTC⁽²⁾ et que le coût total prévisionnel de la construction honoraires compris n'excède pas 750.000 € TTC⁽²⁾</p>	<p>10.000.000 € par sinistre 6.000.000 € par sinistre</p> <p>10.000.000 € par sinistre</p> <p>150.000 € par année d'assurance</p>
<p>Garantie E - Garanties complémentaires à la responsabilité décennale</p> <p>➤ Pour les ouvrages soumis à obligation d'assurance sous réserve que le coût total prévisionnel honoraires et taxes compris de la construction n'excède pas 15.000.000 € ⁽¹⁾ :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dommages matériels relevant de la garantie de bon fonctionnement des éléments d'équipement • Dommages immatériels consécutifs à un sinistre décennal • Dommages intermédiaires (matériels et immatériels consécutifs) • Défaut de performance énergétique <p>➤ Pour les ouvrages non soumis à obligation d'assurance sous réserve que le montant de votre marché ne dépasse pas 150.000 € TTC⁽²⁾ et que le coût total prévisionnel de la construction honoraires compris n'excède pas 750.000 € TTC⁽²⁾ :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dommages matériels relevant de la garantie de bon fonctionnement des éléments d'équipement • Dommages immatériels consécutifs 	<p>1.000.000 € par année d'assurance</p> <p>1.500.000 € par année d'assurance</p> <p>200.000 € par année d'assurance</p> <p>500.000 € par année d'assurance</p> <p>100.000 € par année d'assurance</p> <p>25.000 € par année d'assurance</p>

(1) Si le coût total prévisionnel de construction excède ce montant, une extension de garantie peut être accordée pour un chantier déterminé sur votre demande et moyennant cotisation spéciale. À défaut, il sera fait application de la règle proportionnelle (art. L 121-5 du Code des assurances) dans le rapport de la somme mentionnée ci-dessus au coût total de la construction (honoraires et taxes compris)

(2) Si le coût total de votre marché excède ce montant, une extension de garantie peut être accordée pour un chantier déterminé sur votre demande et moyennant cotisation spéciale. À défaut, il sera fait application de la règle proportionnelle (art. L 121-5 du Code des assurances) dans le rapport de la somme mentionnée ci-dessus au coût total du marché. Si le coût total prévisionnel de la construction excède 750.000 € la garantie n'est pas acquise